

Président de la République

Allocution en ouverture du

Sommet des Consciences pour le Climat

Paris (Conseil économique, social et environnemental)

Mardi 21 juillet 2015

Monsieur le Président de la République d'Irlande,

Votre altesse,

Monsieur le Président du Conseil économique, social et environnemental,

Mesdames, messieurs qui représentez la diversité du monde, des convictions, des religions, des continents, des territoires,

Vous êtes rassemblés ici, à la veille de la Conférence de Paris qui se tiendra en décembre prochain et qui décidera de l'avenir de notre planète pour longtemps.

Je veux ici vous dire quel est l'enjeu. L'enjeu c'est de conclure un accord qui puisse être global, contraignant, différencié, qui s'applique partout et qui puisse être respecté.

Cet enjeu s'ajoute à d'autres objectifs qui sont notamment discutés ou qui vont l'être lors de l'assemblée générale des Nations unies au mois de septembre prochain, à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, Ban KI MOON.

Nous appelons ces objectifs ceux du millénaire, c'est-à-dire du développement. Ces deux négociations - celle du climat, celle du développement - se conjuguent l'une et l'autre pour porter notre planète au niveau qui est celui du respect.

Nous avons besoin de tous pour parvenir à ces accords. Nous avons besoin des chefs d'Etat et de gouvernement qui représentent la légitimité, besoin des acteurs locaux qui s'engagent, besoin des entreprises ; mais nous avons aussi besoin des citoyens du monde. Nul ne peut prétendre les représenter. Ils sont eux-mêmes uniques et multiples : des milliards d'individus qui s'interrogent sur ce qu'est la destinée humaine.

D'une certaine façon, c'est vous qui les représentez. Ils se reconnaissent dans les convictions que vous portez, dans les cultes que vous pratiquez, dans les philosophies que vous partagez, dans les cultures que vous incarnez.

Nous appelons conscience ce qui relève de l'individu dans ce qu'il a de plus essentiel, ce qui l'anime, ce qui lui donne un sens. Quel est le rapport qu'il entretient avec les autres, avec le monde, avec sa propre vie ? C'est pourquoi il nous a été recommandé par Nicolas HULOT d'avoir ce Sommet, de mettre la conscience au plus haut et de faire appel à toutes celles et

tous ceux qui dans le monde peuvent inspirer, mais peuvent aussi communiquer, parler, exprimer ce qu'ils pensent de ce que nous avons à faire au mois de décembre prochain.

Il est vrai que la science nous est précieuse et qu'elle nous indique aujourd'hui sans qu'il y ait de contestation possible que si rien n'est fait, la planète se réchauffera à un niveau et avec une telle intensité que notre monde sera de plus en plus difficile à vivre, qu'il y aura cette succession de catastrophes, de cyclones, d'inondations, de désertifications.

La science nous permet aussi de fixer des objectifs et c'est grâce au GIEC – à ce groupement international d'experts de plus haut niveau – que nous savons que nous devons limiter le réchauffement à 2 degrés d'ici la fin du siècle.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'un accord sur le climat, d'un accord ambitieux car nous savons que si rien n'est fait, ce n'est pas 2 degrés mais 4 degrés qui seront l'indicateur du réchauffement de la planète ; que même aujourd'hui, avec un accord qui pourrait être celui que l'on entrevoit avec les négociations et avec les contributions qui ont été déposées par chacun des Etats, nous sommes encore au-dessus de 2 degrés, sans doute 3 degrés.

Comment faire ? Un accord sur le climat signifie renoncer à utiliser 80 % des ressources d'énergies fossiles facilement accessibles dont nous disposons encore. Nous pouvons le vivre comme une contrainte – cela en est une – mais aussi comme une opportunité pour bâtir un monde plus sûr et plus équitable et développer grâce aux progrès technologiques les énergies solaires, éoliennes, géothermiques, hydroliennes, c'est-à-dire les énergies renouvelables qui deviendront à terme la norme et non plus, comme aujourd'hui, l'exception.

C'est un changement considérable que nous pouvons ouvrir avec un accès à l'énergie pour tous, puisque ces énergies dites renouvelables sont d'une certaine façon celles que nous pouvons produire sans nuire, sans prélever.

C'est donc aussi un enjeu d'équité, de partage, de développement. Comme l'ont dit mes prédécesseurs, changer de modèle énergétique ne se fera pas en un seul jour, or nous devons faire en sorte qu'il puisse y avoir des innovations, des idées nouvelles. Grâce à cette mobilisation, grâce à vos témoignages, nous pouvons déjà traduire dans des objectifs réalisables ce que vous avez pu faire.

Les émissions générées par l'exploitation des terres représentent environ un quart des émissions globales de gaz à effet de serre. C'est une réalité, mais alors mieux gérer les sols, les surfaces agricoles, les prairies, les zones humides, les forêts, tout cela peut rapidement absorber et stocker 7 à 10 gigatonnes d'équivalents carbone et cela, chaque année, jusqu'en 2030. C'est-à-dire la moitié du total de réduction des émissions de CO2 dont nous avons besoin les dix ou vingt prochaines années. Ces actions, de plus, auront comme effet de stimuler la fertilité des sols participant à la sauvegarde de récoltes pour quelque 500 millions de petits agriculteurs, et contribuer à la sécurité alimentaire. Je prends cet exemple car il est le plus probant : en économisant l'énergie, en stockant ce que nous pouvons faire, en assurant la fertilité des sols, nous répondons à deux enjeux, celui d'abord de limiter les émissions de gaz à effet de serre, et l'autre, qui est de nourrir la planète sans risque pour elle-même.

C'est le sens de l'initiative « 4 pour 1 000 », lancée par le ministre de l'Agriculture français, Stéphane LE FOLL, qui consiste justement à récupérer et à absorber les émissions de gaz à effet de serre par les terres agricoles. Voilà ce que nous pouvons faire chacun à notre niveau,

mais c'est un enjeu aussi pour la sécurité et la paix du monde. Vivre dignement là où on est né, ne pas avoir à quitter son pays pour chercher une subsistance, c'est l'un des droits fondamentaux de l'être humain, mais c'est aussi la garantie d'un monde plus sûr, car nous sommes aujourd'hui frappés par les déplacements massifs de populations.

Il y a des réfugiés des guerres, des réfugiés qui fuient le terrorisme, mais il y a également des déplacés et des réfugiés climatiques, obligés de partir, de quitter leur village, de se séparer parfois de leur famille parce qu'il n'est plus possible de vivre et de se nourrir. Voilà ce qui est en jeu à Paris en décembre. Cet enjeu est si grand qu'il exige – je vous l'ai dit – la mobilisation de tous, et je me réjouis de l'engagement dont votre présence porte témoignage. Vous n'êtes pas les seuls, même si finalement, avec les consciences, nous pourrions déjà être en paix. Vous n'êtes pas les seuls parce que vous ne devez pas être seuls.

Il y a d'abord eu à Paris un rassemblement de chefs d'entreprise qui ont apporté, eux aussi, leur contribution. Parfois par philanthropie, cela peut arriver, mais aussi par une bonne compréhension de l'intérêt économique et faire en sorte que leurs investissements, leurs décisions, leurs choix puissent être compatibles avec une planète préservée, d'où leurs propositions audacieuses - enfin, elles auraient paru audacieuses il y a quelques années, nécessaires aujourd'hui - d'introduire un prix du carbone, pour que dans les arbitrages que la finance ou les entreprises auraient à faire, il puisse y avoir l'intégration de normes climatiques et ainsi une forme de conciliation entre l'intérêt privé et l'intérêt général.

Si les entreprises s'engagent, c'est parce qu'elles sont aussi conscientes du risque. La concurrence est exacerbée de voir des pays émergents venir sans contraintes prélever sur les ressources de la planète, et en même temps, ces pays émergents nous disent qu'ils ont vocation eux aussi à prendre leur part dans la mondialisation, d'où la nécessité d'avoir des règles communes. Il y a eu également à Paris puis à Lyon, des rassemblements d'élus locaux, des régions, des territoires, venant du monde entier ; parce que là aussi, il n'y aura pas d'effectivité de l'accord qui sera signé – je l'espère – en décembre si ceux qui sont au plus près de la vie des populations ne s'engagent pas eux aussi pour économiser l'énergie, pour construire des villes différentes, pour imaginer des modes de transport, pour préserver la nature, pour faire en sorte qu'il puisse y avoir des espaces qui puissent être réservés à la population.

Nous devons donc, là encore, les associer. Puis il y a eu – toujours à Paris – grâce à l'UNESCO – et je salue sa Directrice générale – un rassemblement de 2 000 scientifiques qui ont eux aussi considéré que l'année 2015 pouvait être cruciale et que des solutions économiques réalisables étaient possibles, permettant d'offrir une perspective raisonnable pour limiter le réchauffement. Voilà cette mobilisation.

Lorsque Nicolas HULOT m'a suggéré d'organiser un Sommet des consciences pour le climat, il m'avait dit qu'il s'agissait d'en faire un moment de pause, – nous y sommes – de réflexion, – je l'espère – en amont de la Conférence sur le climat de décembre prochain pour répondre à une crise de civilisation qui ne dit pas son nom.

Lui-même avait souhaité que les autorités morales et religieuses puissent venir aider les Etats, ce n'était pas une proposition simple dans un pays comme la France, laïque, et qui considère que c'est le temporel qui doit l'emporter sur le spirituel, mais c'est une conception qui n'est pas la bonne de la laïcité. La laïcité, c'est de permettre justement à toutes les convictions, à toutes les religions, à toutes les philosophies, aux croyants comme aux non croyants, de

participer à la réflexion commune. Je vous remercie d'avoir accepté cette invitation, pour nous aider à retracer un chemin dans un monde caractérisé par une profusion de science et, comme le disait Nicolas HULOT, un déficit de conscience.

C'est dans cet état d'esprit aussi que j'ai lu l'Encyclique du Pape François, qui propose à tous les êtres humains d'entrer en dialogue avec tous, en ce qui concerne notre maison commune. Ce texte cite les précieuses réflexions conduites par d'autres religions sur le thème de l'écologie, et il rend aussi hommage à votre contribution cher Patriarche Bartholomée, qui m'avez accompagné aux Philippines il y a peu.

Le Sommet des consciences prend également acte de cette contribution. Il part du constat que la crise climatique et plus largement la crise écologique ne se réduisent pas à ces dimensions scientifiques, technologiques, économiques et politiques, mais qu'il s'agit d'une crise du sens. La cause profonde de la dégradation de l'environnement et du climat, c'est un mode de vie, un mode de production, un mode de consommation qui n'est plus compatible avec le développement humain.

C'est un rapport à la planète qu'il faut repenser entièrement et donc un choix éthique qui doit être partagé. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de nous mettre au plus haut niveau de réflexion. Depuis plusieurs années, chaque Conférence sur le climat donne lieu à des rassemblements, à des déclarations interreligieuses visant à unir tous les croyants quelle que soit leur confession mais aussi les non-croyants et avec eux, tous les êtres humains habitant la planète pour répondre au défi qui leur est posé.

Il y a un lien profond entre le respect de la nature et la promotion de la culture. Chaque fois que la nature est attaquée, la culture est mise en cause et chaque fois que la nature peut être promue, la culture y prend sa part. Là aussi, nous avons des exemples. La France offre cette particularité d'avoir été en 1861 le premier pays au monde à préserver un espace naturel. C'était la forêt de Fontainebleau et c'était à la demande des peintres de Barbizon, non pas parce qu'ils voulaient être tranquilles, mais parce que c'était pour eux leur domaine d'inspiration. Comme vous l'avez dit, monsieur le Président, la beauté du monde est aussi celle qui permet la création - non pas la création du monde, mais la création par le monde des œuvres qui vont rester pour l'éternité.

Il y a donc un combat commun de la culture, de la pensée et du respect de la nature. Il est important de lancer un appel ; je ne cesse d'en faire partout où je me déplace : aux Philippines, à Fort-de-France, dans le Pacifique sud. Aujourd'hui c'est vous qui allez lancer un appel pour faire en sorte que chaque citoyen où qu'il vive, quelles que soient ses convictions ou ses croyances, puisse prendre part au destin commun et puisse signer lui aussi cette exigence qu'un accord puisse être conclu à Paris. Il est temps en effet de redonner du sens au progrès. C'est quand il n'y a plus de conscience du progrès que la peur envahit et la peur est la mère nourricière de tous les extrémismes, de tous les fanatismes, de tous les particularismes et parfois hélas, de tous les fondamentalismes.

Nous devons redonner confiance dans l'avenir, penser que le monde peut être meilleur, qu'il y a des risques, des catastrophes à prévenir mais qu'il est possible de gagner une fois encore cette bataille. Il a été dit que le monde avait été capable, après le second conflit qui avait au cours du XXème siècle désolé la planète, d'inventer un système des Nations unies, d'inventer des règles, des principes. Aujourd'hui, c'est le même processus qu'il faut ouvrir. Nous

sommes devant un risque de conflit avec nous-mêmes et donc nous devons faire émerger des règles pour la planète et c'est le sens de la Conférence de Paris.

Il est donc temps de proposer des voies nouvelles. La question posée à la grande famille humaine est celle de son destin commun. Nous aurons à revenir sur des modes de vie, des habitudes, mais ce qui est en jeu c'est la possibilité d'amener une population qui n'a jamais été aussi nombreuse à un niveau de vie jamais atteint. Est-ce que c'est possible ? Est-ce que c'est possible d'avoir une planète habitée par de plus en plus d'êtres humains où il serait possible de vivre mieux ? C'est le devoir qui pèse sur nous. Une planète où nous serions plus nombreux mais plus malheureux ; une planète où il y aurait plus de riches mais encore davantage de pauvres ; une planète où il y aurait des conflits qui pourraient être ceux de ceux qui peuvent vivre et de ceux qui ne le peuvent plus. Voilà les risques et voilà l'enjeu : donner espoir. L'espoir pour des populations qui veulent garder leurs traditions, pour celles qui veulent pleinement s'engager dans la modernité. L'espoir est toujours à la portée de l'homme.

Le 9 juillet 1849, le grand poète Victor HUGO qui était aussi député s'exprimait ainsi : « Je ne suis pas, messieurs, – car à l'époque il n'y avait que des messieurs dans l'Assemblée nationale française – de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère ». Celle d'hier était insupportable, celle d'aujourd'hui est intenable et celle de demain sera ingouvernable si nous ne faisons rien. Pour les citoyens du monde - et j'en suis fier - la France reste un symbole des libertés, des droits de l'homme, et c'est sans doute pourquoi le 11 janvier dernier, quand mon pays a été frappé par le terrorisme, il y a eu autant de chefs d'Etat et de gouvernement, autant de peuples dans le monde qui ont été solidaires de la France.

Oui, la France est un pays de liberté qui parfois pense qu'elle peut ouvrir des chemins nouveaux et je pense qu'en décembre 2015, comme en 1789 quand la Révolution française a produit un immense espoir au monde, l'Histoire peut s'écrire à Paris cette fois-ci pour l'avenir de la planète, parce que c'est toujours de liberté qu'il s'agit. La liberté pour nos enfants, la liberté de vivre tout simplement.

Merci d'y contribuer aujourd'hui.